

Pierre Vermeren : « L'État manque de vigilance face aux islamistes »

ARTICLE | 06/02/2020 | Numéro 2195 | Par Charles-Henri d'Andigné et Diane Gautret

Il y a un vrai déni français du danger djihadiste en France, aussi bien des autorités politiques que religieuses, dénonce cet historien, spécialiste du Maghreb. Entretien.

Cinq ans après les attentats de [Charlie Hebdo](#), la menace terroriste djihadiste est-elle écartée ?

Daech a aujourd'hui quasiment disparu en tant qu'État. Or, l'État islamique était le commanditaire et l'organisateur [des grands attentats de 2015](#). Pour pratiquer de telles opérations, il faut une logistique d'État. La tentative de déstabilisation de la France n'a pas fonctionné. En revanche, Daech possède encore des agents dormants en Europe susceptibles de planifier des attaques. Il n'est pas non plus exclu que l'État islamique et Al-Qaïda se reconstituent. De même, [le salafisme persiste](#). Il poursuit ses actions de prédication, de lavage de cerveau, de conversion de militants.

Par ailleurs, le prosélytisme en prison des djihadistes est avéré. Croire qu'on va déradicaliser les gens de l'extérieur est totalement illusoire.

Vous dénoncez le déni des élites françaises. Est-ce un déni ou un aveuglement ?

Il y a les deux. L'aveuglement, c'est le refus de voir. On met la tête dans le sable. Chez les responsables politiques, c'est très présent. On ne comprend pas, ou on ne cherche pas à comprendre. Ce qui touche au religieux est un point aveugle de la réflexion des politiques. Mais il y a aussi du déni, notamment chez les politiques, car les services de l'État sont très bien informés : on sait et on ne veut pas en tirer les conséquences. Parce que cela entraînerait des décisions qui fâchent. Les islamistes ont réussi à instaurer un rapport d'intimidation. On s'autocensure. Quant à une grande partie des Français, je crois qu'elle est aveugle par défaut d'information.

Ce qui touche au religieux est un point aveugle de la réflexion des politiques.

L'Église a joué dans le déni un rôle important, dites-vous. En quoi ?

Je pense qu'elle est dans une logique de repentance, liée notamment à la colonisation algérienne. Avec le concile Vatican II, elle est passée d'une position où Mahomet était une sorte d'Antéchrist et l'islam une hérésie, à l'idée selon laquelle l'islam serait une des voies d'accès à Dieu. On est passé d'une intolérance à une tolérance. L'idée s'est installée que les deux religions auraient les mêmes valeurs. Ce qui est faux. Notre civilisation repose sur trois piliers : l'*habeas corpus* – le refus de l'arbitraire judiciaire –, la liberté de conscience, donc de se convertir, et l'égalité hommes/femmes. Or, ces trois notions ne sont pas respectées par l'islam littéral. Les chrétiens d'Orient en souffrent, de même que certains musulmans.

L'Église le sait et s'interdit d'intervenir, [elle s'abstient de toute critique de l'islam](#). Une parole manque. Non pas de condamnation, mais de constat. C'est vrai des ordres religieux, c'est vrai de l'épiscopat.

Pour éviter l'association entre islam et islamisme ?

Je ne suis pas théologien ni islamologue. Je fais de l'Histoire et de la géographie. Je parle de l'islam réel. Dans les pays du Maghreb, il n'y a pas de liberté de conversion, [la sortie de l'islam entraîne la prison](#). Ce n'est pas de la théorie, c'est la réalité ! Ces États ne sont pas islamistes, ils sont musulmans, et la politique et la religion n'y sont pas séparées. L'État contrôle la religion, forme les imams, etc.

Quels sont les acteurs de l'islamisme en France ?

L'intégrisme musulman en France est surtout véhiculé par les Frères musulmans et les salafistes. Il se déploie de différentes manières : mosquées, [commerces halal](#), écoles hors contrat, librairies islamiques, associations... Les Frères musulmans relèvent à la fois de la confrérie religieuse et de l'organisation politique, avec des militants organisés en cellules, des objectifs politiques.

Autour de cette organisation s'agrègent diverses associations et États. La Turquie mène la politique des Frères musulmans, de même que le Qatar. Ils forment des imams, ils ont leurs propres mosquées. Les Frères musulmans multiplient les déclarations bellicistes promettant la reconquête de l'Europe et l'extension de l'islam. C'est ce qu'affirmait Erdogan [le président turc, Ndlr] en 2003 : « *Nous vous conquerrons par vos valeurs démocratiques et nous vous dominerons par nos valeurs musulmanes.* » En France, les Frères musulmans ont une stratégie d'entrisme dans les conseils municipaux et les organisations politiques.

Les salafistes ont une idéologie proche de celle des Frères. Pour eux, seul l'islam des premiers siècles est le vrai islam. C'est par la prédication religieuse et une lecture littérale du Coran qu'on peut revenir aux sources de cet islam. Certains seraient pacifiques et d'autres violents. Peut-être, mais les frontières ne sont pas étanches. De même, le lien avec le terrorisme est compliqué à établir. En France, les prêches des mosquées sont très surveillés. Mais les discours révolutionnaires et les appels à la haine transitent par Internet, les réseaux sociaux, les associations...

Quelle est la réaction des Français musulmans à cette idéologie ?

Une majorité silencieuse de Français musulmans (à 80 % d'origine maghrébine) est « indifférente », ou rétive à cette idéologie extrémiste, mais elle se tait. Certains ont fui l'Algérie et les violences islamistes des années 1990. La bourgeoisie musulmane ne fréquente pas les mosquées. Sur dix millions de Français musulmans, ils seraient deux millions à pratiquer leur religion. Ces pratiquants sont issus de couches populaires : anciens paysans, ouvriers, employés, enfants de banlieues. C'est surtout auprès de cette population que la propagande extrémiste se propage. Les plus extrémistes seraient un million. Mais c'est une minorité qui s'auto-alimente à travers la dynamique migratoire et démographique. Une minorité qui donne le ton, qui parle au nom des autres. Et réussit à faire croire qu'il n'y a qu'une seule manière d'être musulman : la leur. Attention toutefois : ce n'est pas la pauvreté

qui pousse vers l'islamisme. Si les terroristes ont souvent rencontré de gros problèmes familiaux ou sociaux, les idéologues qui les poussent peuvent être diplômés, voire de milieux plutôt favorisés.

Comment évaluer la dangerosité de cet islamisme ?

D'après un rapport récent de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), cent cinquante « quartiers » seraient aux mains des caïds islamistes. Au niveau local, ils prônent une contre-société, embrigadent les populations, obligent les femmes à se voiler. Bref, maintiennent un contrôle par la force et la peur, ce qui est aussi un aveu de faiblesse. C'est là que l'État français a un très grand rôle à jouer, et peine à le faire. Faute de courage, on l'a dit, et de véritable volonté politique.

Au niveau national, cette frange dure de l'islam est dans le rapport de force et l'instrumentalisation de nos institutions et de nos valeurs de liberté. La menace fondamentaliste n'est pas que terroriste. Elle peut s'exercer sous la forme de l'intimidation physique, ou du « djihad judiciaire ». Le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) n'hésite pas à poursuivre en justice tous les adversaires de l'islamisme sous couvert de lutte contre l'islamophobie. L'État et la justice manquent de vigilance face à ces tentatives d'intimidation et de manipulation.

De quels leviers disposons-nous pour agir ?

Il en existe plusieurs. Un exemple inattendu serait de s'attaquer véritablement au trafic de drogue, qu'on laisse proliférer alors que les liens entre criminels et fondamentalistes sont connus (la drogue offre une source de financement et permet à beaucoup de ne pas travailler pour consacrer tout leur temps à la propagande). Il s'agirait aussi de prendre la mesure de [l'immigration clandestine](#) et de contrôler les flux migratoires qui fournissent aux extrémistes de nouvelles recrues et contribuent à une instabilité croissante. Enfin, il faudrait redéfinir notre politique arabe quasiment réduite à néant depuis les bouleversements des années 2000, en se concentrant davantage sur nos relations avec les pays du Maghreb.

Il faudrait redéfinir notre politique arabe, en se concentrant davantage sur nos relations avec les pays du Maghreb.

Quels sont les signaux positifs que vous apercevez ?

Je reviens à cette notion de liberté de conscience. La Tunisie, récemment, l'a inscrite dans sa Constitution, à la suite de la révolution du Printemps arabe. Cela prendra du temps à l'appliquer pleinement, mais c'est un pas important, un signe d'espoir pour le monde musulman. Et pour nous.